



Un des leaders du consortium à l'origine des manifestations dans les régions anglophones du pays, il se désolidarise des missions des élites anglophones déployées par le gouvernement pour aller dialoguer avec les populations. Il a été interrogé ce lundi 16 octobre 2017 au matin par Radio Equinoxe.

Pourquoi refusez-vous cette main tendue du pouvoir, pourquoi la voyez-vous comme une sorte de provocation ?

On n'est pas contre le dialogue, on ne refuse pas que les gens viennent nous chez nous. Mais le seul problème c'est qu'il y a trop de tensions. Il y a presque mille personnes qu'ils ont arrêtées qui sont en détention, là je viens de faire une visite à Bamenda, à Manfe, ils ont expliqué comme les militaires les ont maltraités. Vraiment, ce n'est pas le moment de venir. Ils pouvaient commencer par avoir des réunions avec les militaires... Il y a les militaires partout, on casse les maisons. L'autre problème c'est que ce sont les mêmes gens qu'on avait envoyés quand le problème venait de commencer et qui disaient qu'il n'y a aucun problème. Ce sont des élites. Quand on arrête des gens et tirent sur les populations, ils ne disent rien... Ce sont les mêmes gens du RDPC. Or, on veut avoir des personnalités de la société civile, des personnalités de l'église. Il faut un dialogue avec tout le monde. On ne peut pas décider d'envoyer seulement les membres du Gouvernement, les membres du RDPC pour trouver une solution à ce moment où il y a trop de tensions. Ça, c'est mon avis. C'est comme la dernière

fois quand le premier ministre allait à Bamenda, on lui disait qu'il y a trop de tensions et qu'il n'était pas bien qu'il s'y rende.

Quelle pourrait être selon vous la réaction des populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest face à cette mission ?

Moi, j'ai parlé avec les gens étant donné que je suis un homme de terrain. Ils se disent que cette réunion ne servirait à rien. On dit qu'il y aura réunion mais on arrête les gens. De quel genre de réunion s'agit-il ? Il y a aussi les membres des délégations. Il ne suffit pas d'avoir une réunion mais avec qui aura lieu cette réunion là ? C'est là où il y a un problème. Je sais que le temps du gouvernement n'est pas le temps de la population. Mais pour l'intérêt suprême de l'Etat, le Gouvernement doit réagir de la bonne manière parce que nous tous, nous sommes des camerounais. On doit bâtir un bon pays. Mais il faut qu'on respecte les gens. Si vous allez à Manfe, vous allez dans le village Ewelle... voir ce que les gens qui sont censés protéger les citoyens ont fait, ils ont pillé les maisons, ils les ont cassées et arrêté les gens. Si vous voyez cela, vous allez vous demander où est-ce que nous sommes.

Est-ce que ce rejet des élites envoyées par le gouvernement ne fait pas de vous quelqu'un qui s'oppose à l'ordre républicain ?

On n'a pas dit qu'on rejette le dialogue. Mais nous rejetons les élites qui ont été envoyées. Ce ne sont pas des gens légitimes... Il y a des gens comme le cardinal Tumi et même des francophones comme les Abouem A Tchoyi qu'on peut envoyer. Il y a des gens qui vont parler avec eux. Ce n'est pas qu'on rejette le dialogue, ce sont des gens qu'on envoie pour parler. Quand vous voyez les gens comme le sénateur Goghomo. C'est lui qui gérait la réunion avec les enseignants et qui après la réunion avait dit que le problème était fini. Ce sont les gens qu'on envoie. Et cette position n'est pas la mienne, vous pouvez venir au Nord-Ouest et au Sud-Ouest pour demander l'avis du peuple. Moi je dis seulement ce que le peuple dit. Moi en tant que citoyen, j'ai dit plusieurs fois qu'il faut qu'on dialogue.

Dans le dernier paragraphe de votre lettre, vous revendiquez la libération de tous les protestataires pacifiques, vous demandez à ce qu'il y ait un véritable comptage des morts, ensuite, qu'on restore complètement internet dans les régions anglophones, quatrième et dernière chose et non des moindres, vous exigez un véritable dialogue qui sera ouvert aux Nations Unies. Est-ce que vous pensez que ces quatre choses peuvent être acceptées par le Gouvernement, est-ce que vous n'en demandez pas un peu trop ?

Non, je sais que quand on va au dialogue, on sait que le Gouvernement ne peut pas tout accepter. Mais ce sont les conditions de dialogue. Il y a beaucoup de gens en prison, il y a des gens qui ont été arrêtés alors qu'ils ne faisaient rien. On ne dit pas que le Gouvernement doit faire tout ça avant d'aller au dialogue. Il doit réaliser le minimum.